

Une loi insultante



Par Roberto Morejón

Comme cela s'est produit à d'autres occasions, un organe officiel des États-Unis a manipulé le nom d'un héros des Amériques afin d'introduire une loi hostile contre un pays du continent.

Dans un acte irrespectueux et nuisible, la Chambre des représentants a adopté ce qu'elle a appelé la loi interdisant les transactions et les baux avec le régime autoritaire illégitime du Venezuela, un titre extemporané, pompeux et agressif, avec le nom abrégé de la loi Bolivar.

Le contenu profondément punitif et le nom abrégé ont suscité le rejet du gouvernement et du peuple vénézuéliens, en raison de l'offense que représente l'utilisation du nom du Libérateur.

L'ordonnance interdit au gouvernement du pouvoir du Nord de passer des contrats avec des personnes commercialement liées au gouvernement du président Nicolás Maduro et à tout successeur non reconnu par les États-Unis.

Comme on le sait, l'administration du président sortant Joseph Biden a dit assumer comme homme d'État du Venezuela l'opposant d'extrême droite Edmundo Gonzalez.

Ce dernier, marionnette du putschiste María Corina Machado et favori de Washington, prétend être le vainqueur des élections du 28 juillet, mais le seul organe habilité à rendre un tel jugement est le Conseil électoral, qui a attribué la victoire à Maduro.

Comme prévu, les Vénézuéliens ont réagi avec colère à la loi dite Bolivar, considérée à Caracas comme une nouvelle sanction venant s'ajouter à l'arsenal de plus de 900.

L'Assemblée nationale a discuté et formulé un projet de loi organique Simón Bolívar Liberator contre le blocus de Washington et la défense de la République bolivarienne.

Au cours d'un débat approfondi, les législateurs vénézuéliens ont souligné que la loi en cours d'élaboration constitue un instrument juridique pour faire face aux sanctions extérieures visant à briser le pays, en violation du droit international et de la Charte des Nations unies.

Les Vénézuéliens considèrent que le projet de loi est nécessaire et opportun pour empêcher l'impunité des opposants fanatiques qui incitent Washington à de telles absurdités et tentent ensuite de se présenter à des postes électifs.

Les auteurs défendent la dignité patriotique et anti-impérialiste de Simón Bolívar, qui a été déformée par les membres de la Chambre des représentants des États-Unis.

Le débat sur la loi a lieu à un moment d'effervescence politique et sociale au Venezuela, où le gouvernement mise sur l'institutionnalité, rassemble des forces et pose des bases conceptuelles.

Comme cela a été réaffirmé lors de ces réunions, El Libertador est un symbole de liberté et non de sanctions, d'autodétermination et non d'assujettissement.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/370674-une-loi-insultante>



Radio Habana Cuba